

La Suisse, laboratoire de réflexion

Autor(en): **Hafner, Urs**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Horizons : le magazine suisse de la recherche scientifique**

Band (Jahr): **26 (2014)**

Heft 100

PDF erstellt am: **11.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-556079>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.



La Suisse, laboratoire de réflexion

Les grands philosophes des Lumières n'ont pas vécu en Suisse et leurs réflexions n'ont pas porté sur elle. Pourtant, notre pays a été un laboratoire en matière de théories politiques. Même si ces idées n'étaient pas particulièrement démocratiques. *Par Urs Hafner*

La Suisse a traditionnellement la réputation d'un pays libéral. Son image de république alpine, peuplée de purs bergers et de citoyens vertueux, a enflammé l'imagination de tenants des Lumières et du romantisme. Et dans la première moitié du XIXe siècle, elle se présentait comme un Etat libre et libéral, s'affirmant au milieu de monarchies autoritaires et accueillant des réfugiés politiques, tel un havre d'humanité.

Ces deux images ont circulé entre 1750 et 1850 chez les Européens cultivés, pendant les grands bouleversements marquant la transition de l'Ancien Régime aux Temps Modernes. Elles ont perduré jusqu'à aujourd'hui. Elles ont souvent servi à satisfaire les besoins de ceux qui voulaient voir la Suisse comme un lieu de liberté idéalisé. Ces deux représentations ont en commun qu'elles se passent de penseurs et de philosophes. Les Confédérés et leurs femmes sont des paysans et des soldats, pas des intellectuels. Pourtant, pendant cette époque de transition, une multitude de penseurs politiques ont vécu et œuvré dans les villes protestantes de Genève, Lausanne, Neuchâtel, Berne, Bâle et Zurich: Emer de Vattel, Isaak Iselin, Charles Victor de Bonstetten, Benjamin Constant, Johann Heinrich Pestalozzi, Germaine de Staël, Jean de Müller, Karl Ludwig von Haller, Johann Caspar Bluntschli, et bien d'autres encore. Peu sont connus aujourd'hui, le grand Jean-Jacques Rousseau étant l'exception qui confirme la règle.

Analyse pointue

Malgré leurs différences d'orientations politiques et de domaines d'étude, il existe des points communs entre ces intellectuels, explique Béla Kapossy, historien des idées qui enseigne à l'Université de Lausanne: leur personne et leurs écrits respectifs faisaient débat dans toute la francophonie et dans l'ensemble de l'espace germanophone. Ils étaient très au fait des discours européens économiques, politiques et culturels de l'époque, et se livraient tous à une analyse pointue du système étatique à l'échelle internationale. En Suisse, Béla Kapossy est pratiquement le seul chercheur qui se consacre, en profondeur et depuis longtemps, à la pensée de cette période.

Jean-Jacques Rousseau lisant à haute voix des passages de «Julie ou la Nouvelle Héloïse» à Madame d'Epainay (dessin de Félix Philippoteaux, XIXe siècle).

Image: Keystone/Interfoto/collection Rauch

Les auteurs, sur lesquels cet historien et ses doctorants se sont penchés, présentent encore un autre point commun: leur perspective particulière, liée au territoire réduit de la Confédération. S'ils cherchaient à comprendre le fonctionnement de l'Europe, c'était afin de protéger la position modeste de la Suisse au milieu des empires. Ils cultivaient des postures critiques à l'égard des théories de la paix, très courantes à l'époque, présentant derrière elles - souvent à raison - les intérêts des grandes puissances. Plus sensibles que d'autres observateurs, ils percevaient les sous-entendus des discours impériaux.

Débats moraux

De fait, on pourrait imaginer que ces penseurs, socialisés dans une Confédération républicaine, cultivaient aussi des théories républicaines. La monarchie était encore très répandue au début des Temps Modernes et pratiquait l'absolutisme. Le républicanisme, lui, se réclamait d'un pouvoir pluriel qui était exercé par la noblesse ou par des représentants du «peuple», c'est-à-dire des bourgeois, des commerçants, voire des artisans. Et alors que la monarchie était fondée sur un principe héréditaire, le républicanisme libéral prévoyait des élections. La philosophe Hannah Arendt a fait remonter la notion de politique, qui s'exprime dans le républicanisme, à la «polis» de l'Antiquité grecque. Pour elle, c'est à Athènes qu'ont été inventées la politique et la notion de liberté dont elle est indissociable. La liberté se réalise dans l'exécution publique de l'action politique entre égaux. Sont égaux, par exemple, les citoyens d'une ville qui s'autogouverne, à l'image de Zurich à l'époque de la république des corporations.

Chez ces penseurs, Béla Kapossy n'a toutefois que rarement pu mettre en évidence une valorisation de l'action politique au sens où la comprenait Hannah Arendt. Rousseau, qui prônait systématiquement la souveraineté du peuple, faisait - une fois de plus - figure d'exception. Les penseurs du XVIIIe siècle et du début du XIXe siècle se livraient surtout à des débats moraux concernant les élites politiques et sur la manière dont ces dernières devaient agir, en revalorisant, par exemple, les familles qui donnaient le ton dans les villes sujettes,

pour empêcher les révoltes. La pensée politique cultivée dans la Confédération était donc critique à l'égard des autorités, mais elle n'était pas républicaine au sens démocratique du terme.

A l'instar, d'ailleurs, du libéralisme suisse du début du XIXe siècle qui, comme les autres libéralismes, se référait aux forces du marché et encourageait l'abolition de la régulation politique et des confréries. La pensée économique britannique était très en vue dans la Suisse de l'époque. Toutefois, selon Béla Kapossy, le libéralisme helvétique présentait certaines particularités: une sensibilité aiguë à l'égard des tensions entre le politique et l'économie, mais aussi de la cohésion sociale et de la paix. Il évoquait et critiquait les conséquences négatives du libéralisme économique, comme la pauvreté et la paupérisation des couches sociales inférieures. Il a par ailleurs contribué à l'introduction dans notre pays de régimes d'assurances sociales. En Europe, le libéralisme suisse était admiré et considéré comme anticolonialiste et anti-impérialiste.

Soupçon de conservatisme

Mais alors pourquoi cette pensée politique est-elle tombée dans l'oubli, même dans sa propre patrie d'origine? D'une part, explique Béla Kapossy, parce que, traditionnellement, la recherche sur les Lumières est surtout littéraire et tournée vers la France: le politique et la Suisse ont ainsi été laissés de côté. D'autre part, parce que l'histoire des idées n'a presque plus été pratiquée en tant que discipline au cours des dernières décennies. Elle a été évincée par l'histoire économique et sociale, tout en étant injustement soupçonnée de conservatisme.

Aujourd'hui, cette discipline prend en considération la dimension sociale de ses protagonistes, leur milieu d'origine et le discours intellectuel qu'ils représentent. Est-elle sur le point de vivre une renaissance? Etant donné que, pour une grande partie de la population, les années prospères font partie du passé, les luttes pour la répartition des biens devraient s'intensifier. Un combat susceptible, espérons-le, de s'accompagner d'un regain d'arguments et de débats.